

Le Figaro, 14 février 2019

Akram Belkaïd : « Faute de changement, l'Algérie se dirige vers une nouvelle catastrophe »

- Par [Edouard de Mareschal](#)

Algérie : Bouteflika est candidat pour un 5ème mandat

Le 10 février, le Front de libération nationale (FLN) annonce la candidature de l'homme politique de 82 ans, Abdelaziz Bouteflika pour un nouveau mandat.

INTERVIEW - L'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat est « le résultat d'une situation sans autre choix » pour un système à bout de souffle, estime le journaliste spécialiste de l'Algérie, Akram Belkaïd.

Après plusieurs mois de spéculations, les doutes ont été levés: [Abdelaziz Bouteflika se présentera pour un cinquième mandat à la tête de l'Algérie](#), lors de [l'élection présidentielle du 18 avril](#). Au pouvoir depuis deux décennies, l'homme de 81 ans est pourtant considérablement affaibli. Il est cloué dans un fauteuil roulant depuis un accident vasculaire cérébral en 2013. Il n'apparaît quasiment plus en public (la dernière fois le 1er novembre 2018), et ne s'exprime plus non plus en public.

Pourtant, faute d'alternative crédible, beaucoup d'Algériens le considèrent toujours comme le seul rempart face au chaos, estime le journaliste Akram Belkaïd, qui publiera en avril prochain *L'Algérie, un pays empêché**, chez Taillandier.

LE FIGARO - Malgré son état de santé très dégradé, Abdelaziz Bouteflika se présente à un cinquième mandat successif. Comment interpréter cette décision ?

Akram BELKAÏD - Cela signifie plusieurs choses. D'abord, que le pouvoir algérien, au sens de l'ensemble des clans qui le composent, n'a pas réussi à trouver une solution de remplacement qui fasse consensus. Cela ne veut pas dire que le clan présidentiel détienne tout le pouvoir mais que le cinquième mandat est le résultat d'une situation sans autre choix. Aucun des prétendants possibles n'a fait l'unanimité.

Quelle image les Algériens ont-ils de lui aujourd'hui ?

Les Algériens n'ignorent rien de son état de santé et ne sont pas dupes. Curieusement, beaucoup de voix s'élèvent pour défendre l'homme et sa dignité, arguant qu'il s'agit d'un vieillard que l'on ferait mieux de laisser tranquille. Les propos sont plus féroces à l'encontre de son entourage, accusé d'agir en coulisses.

Abdelaziz Bouteflika étant considérablement affaibli, qui exerce réellement le pouvoir en Algérie ?

« La vraie question, à mon sens, concerne le rôle des « services ». Sont-ils toujours les vrais maîtres du pays ? »

C'est une question à laquelle il est toujours difficile de répondre car le système est opaque. Ceux qui savent se taisent et beaucoup de gens qui parlent ne savent rien, à l'image de ceux qui nous annoncent depuis des années que Bouteflika est décédé... Il y a plusieurs clans, mouvants et en constante recomposition. Il n'y a là rien d'idéologique. Ce sont les intérêts et la captation de la rente pétrolière qui priment. Le clan présidentiel est connu : le frère du président - Saïd -, le chef d'état-

major, des dignitaires du FLN et du RND mais aussi, et c'est nouveau, des hommes d'affaires. La vraie question, à mon sens, concerne le rôle des « services ». Sont-ils toujours les vrais maîtres du pays ? Tirent-ils les ficelles en mettant en scène leur apparent affaiblissement ? Sont-ils réduits à un simple rôle d'arbitre ? Il n'est pas simple de répondre à ces questions.

Pourquoi est-il si difficile de lui trouver un successeur ?

Il faut à la fois quelqu'un qui soit consensuel et qui possède une légitimité historique tirée de la Guerre d'indépendance. Or, un tel profil n'existe plus ou alors on retomberait dans le même schéma d'une personne malade ou trop âgée. La nouvelle génération n'a pas de leaders qui tranchent. Les vingt années de présidence de Bouteflika ont aussi appauvri la scène politique algérienne.

Dans un tel contexte, une alternance politique pacifique est-elle encore possible ?

« Le pouvoir algérien a démontré qu'il se nourrissait de toute contestation radicale exprimée contre lui. »

Une alternance politique négociée, pacifique, serait l'idéal. C'est ce que ne cessent de réclamer des opposants mais aussi des personnalités du sérail qui estiment qu'il est temps que le pays évolue. L'idée est d'éviter la violence, sachant que le pouvoir algérien a démontré qu'il se nourrissait de toute contestation radicale exprimée contre lui. Au final, les islamistes en armes dans les années 1990 n'ont fait que renforcer le pouvoir au prix d'un immense traumatisme de la société. Mais le pouvoir ne veut pas d'une telle évolution. Le danger est clair : faute de changement, le pays se dirige tout droit vers une nouvelle catastrophe. Et cela risque d'être pire que durant les années 1990. Cela, tout le monde l'a en tête. Y compris ceux qui tiennent les manettes du pouvoir. Sinon, pourquoi investiraient-ils autant à l'étranger ?

Comme l'a montré l'assassinat d'Hervé Gourdel en 2014, les terroristes sont toujours actifs dans certaines parties de l'Algérie. Présentent-ils une menace sérieuse pour le pouvoir ?

Non. Le « terrorisme résiduel », comme on l'appelle à Alger, ne menace pas le pouvoir. Mais la société n'a pas oublié les affres des années 1990, où la violence des groupes armés se revendiquant de l'islam et celle, en retour, des forces de l'ordre, ont fait vivre au pays une véritable « décennie noire ». Cela explique pourquoi certains voteront Bouteflika. Pour eux, c'est tout sauf le chaos. Les situations en Libye ou en Syrie ont un impact réel. L'idée qu'une grave crise politique puisse mener à de nouveaux drames est un levier puissant pour le pouvoir.

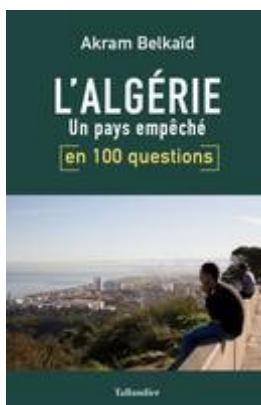
Dans votre livre, vous décrivez une « réislamisation massive » de la société algérienne. Une élection ouverte pourrait-elle voir émerger un néo « Front islamique du salut », cette formation islamiste sortie en tête du premier tour des législatives de 1991 annulées par le pouvoir ? En somme, l'Algérie risque-t-elle un retour à la case d'avant la « décennie noire » ?

Face au vide politique et à l'absence de projet clair, les islamistes auront toujours une longueur d'avance.

Ce qui est sûr, c'est qu'aucun des problèmes politiques de fond qui existaient à la fin des années 1980 n'a été réglé. Le système n'a aucun projet de société à proposer. Ses slogans sont creux et on passe d'une révision de la Constitution à une autre au gré des circonstances. La religiosité ostentatoire est très présente de même qu'un retour en force du conservatisme. Si, demain, le champ politique est ouvert, il n'est pas dit qu'un néo-FIS pourra émerger car ce courant est tout de même fragmenté et, d'une certaine manière, décrédibilisé. Mais cela reste un acteur incontournable. Face au vide politique et à l'absence de projet clair, les islamistes auront toujours une longueur d'avance. Surtout si la situation économique ne s'améliore pas pour la jeunesse.

Selon l'expression consacrée, l'Algérie est « un pays de jeunes dirigés par des vieux ». Cela peut-il encore durer longtemps ?

Sur le plan démographique, l'Algérie est un pays jeune. La pyramide du pouvoir est l'inverse de celle des âges. Le renouvellement se fait en profondeur et il ne saute pas forcément aux yeux. Nombre de députés sont des quinquagénaires voire des quadragénaires. Idem pour les hauts fonctionnaires. Les hommes d'affaires qui composent une clientèle du pouvoir mais qui en deviennent aussi une composante sont jeunes. Le pouvoir algérien hésite à tourner la page et à abandonner le cadre de la légitimité historique. Le jour où il le fera, les jeunes auront plus d'opportunités. Cela ne veut pas forcément dire qu'il y aura une ouverture démocratique. On peut même prévoir que la concurrence et la compétition seront plus rude au sein d'un pouvoir qui demeurera intransigeant dans son refus de permettre toute alternance.



* « [L'Algérie, un pays empêché, en 100 questions](#) », de Akram Belkaïd, Taillandier, 317 p., 15,90 €.